

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE
POUR LE GHT BOURGOGNE MERIDIONALE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP commun aux 3 lots)
n°2025AO50012)**

Lot 1 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque CHUBB
Lot 2 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie de marque SIEMENS
Lot 3 - Maintenance des systèmes de sécurité incendie autres marques

SOMMAIRE

1.	Objet du marché.....	3
2.	Nature des prestations	3
3.	Références législatives, réglementaires et normatives.....	3
4.	Dispositions communes à l'ensemble des prestations.....	3
4.1.	Dispositions générales.....	3
4.2.	Etat des lieux d'entrée	4
4.3.	Etat des lieux de sortie	4
4.4.	Rapport d'intervention.....	4
4.5.	Registre de sécurité de l'établissement.....	4
4.6.	Rapport annuel d'activité par établissement.....	5
4.7.	Organisation liées aux interventions de dépannage (maintenance corrective forfaitisée ou hors forfait).....	5
4.8.	Délais d'intervention et de rétablissement.....	5
4.9.	Visite d'essais et contrôles réglementaires ou contractuels.....	6
4.10.	Approvisionnement, gestion et maintien des stocks des pièces détachées.....	6
4.11.	Choix des pièces détachées, qualité, garantie d'utilisation et garantie constructeur	6
4.12.	Obligations du pouvoir adjudicateur.....	7
5.	Dispositions spécifiques aux opérations de maintenance préventive forfaitaire.....	7
5.1.	Organisation des visites.....	7
5.2.	La visite périodique des installations (visite triennale).....	8
5.3.	Contenu des prestations de maintenance préventives forfaitaires.....	8
5.4.	Rapport de fin de vérification	13
6.	Dispositions spécifiques aux opérations de Maintenance corrective « forfaitisée »	14
6.1.	Contenu des prestations de maintenance correctives forfaitisées	14
6.2.	Astreinte.....	14
6.3.	Prestations non incluses.....	14
7.	Dispositions spécifiques aux prestations de Maintenance hors forfait	15
7.1.	Consistance des prestations de maintenance corrective hors forfait	15
7.2.	Processus de commande pour la maintenance corrective hors forfait.....	15
7.3.	Refacturation des pièces détachées.....	15
8.	Obligations générales du titulaire.....	15
8.1.	Qualification du titulaire	15
8.2.	Identification du personnel du titulaire	16
8.3.	Dispositions organisationnelles	16
8.4.	Matériel	16
8.5.	Devoir d'alerte et de conseil	17
8.6.	Respect de l'environnement	17
8.7.	Obligation de discrétion et de confidentialité	17
8.8.	Protection des locaux	17
8.9.	Propreté des locaux.....	17

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie du GHT Bourgogne Méridionale.

Chaque lot est un marché distinct et conduit à la passation d'un contrat séparé, signé avec l'entreprise titulaire du lot concerné. Ainsi, sauf précision contraire, toute mention au « marché » dans le présent CCTP fait référence à chaque lot indifféremment.

2. Nature des prestations

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des systèmes de Sécurité Incendie du Groupement Hospitalier de territoire (GHT) Bourgogne méridionale qui figurent dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement, en s'appuyant sur les recommandations relatives à la norme NFS 61-933 en vigueur lors de l'intervention.

Le marché comprend 3 niveaux de maintenance pour les SSI, SDI, CMSI :

- La maintenance préventive réglementaire type 1 et 2 (article 5)
- La maintenance corrective forfaitisée comprenant une astreinte (article 6)
- La fourniture de pièces et les interventions hors forfait (article 7).

L'entretien des équipements qui fait l'objet du présent marché porte sur le parc de SSI, au sens de l'article R.123-43 du Code de la construction et de l'habitation.

Cela comprend notamment :

- Des installations de type adressable, équipée de détecteurs thermiques ;
- Des installations de type adressable, équipée de détecteurs optiques ;
- Des installations de type non adressable ;
- Des installations comprenant du désenfumage naturel asservi ou non au SSI ;
- Des installations comprenant du désenfumage mécanique ;
- Des installations comprenant des systèmes d'extinction automatique à gaz ;

3. Références législatives, réglementaires et normatives

Les opérations de maintenance sont réalisées conformément aux prescriptions des pièces écrites, aux textes et règlements en vigueur et à leurs mises à jour au mois d'établissement des prix :

- Le code du travail - articles R 237-1 à R 237-28
- NF.S. 61.931, texte officiel relatif aux dispositions générales,
- NF.S. 61.933, texte officiel relatif aux règles d'exploitation et de maintenance,
- NF S 61-938, Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.), Dispositifs de Commande Manuelle (D.C.M.), Dispositifs de Commandes Manuelles Regroupées (D.C.M.R.), Dispositifs de Commande avec Signalisation (D.C.S.), Dispositifs Adaptateurs de Commande (D.A.C.).
- NF S 61-939, Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.), Alimentations Pneumatiques de Sécurité (A.P.S.)
- NF S 61-961, Matériels de détection d'incendie — Systèmes Détecteurs Autonomes Déclencheurs (S.D.A.D.).
- NF S 61-970, Règles d'installation des Systèmes de Détection Incendie (S.D.I.).
- La norme NF.C. 15-100, texte officiel relatif aux installations électriques à basse tension,
- Les règles APSAD, en particulier la règle R7 (détection automatique incendie), R13 (extinction automatique à gaz), R17 (désenfumage naturel)
- Les normes internationales (ISO/CEI 11801) et les normes européennes (EN 50167, EN 50168 et EN 50173) et tous textes relatifs à la prise en compte (dans les installations électriques) de l'environnement CEM et des recommandations émises par le comité 77 de la C.E.I.

Les installations et les matériels, faisant l'objet du présent marché, devront être conformes aux lois, règlements et normes en vigueur au moment de la réalisation, ainsi qu'au règlement SSI dans les établissements recevant du public.

Cette énumération de la réglementation n'est qu'informatrice et non limitative, le titulaire doit se référer aux textes en vigueur afférents à sa spécialité.

4. Dispositions communes à l'ensemble des prestations

4.1. Dispositions générales

Pendant la durée du marché, le titulaire doit assurer le maintien en bon état de fonctionnement des installations qui lui sont confiées dans les conditions normales de sécurité et d'emploi pour les personnes et les biens. Les visites de maintenance ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels à un niveau proche des performances initiales en vue d'en assurer une utilisation satisfaisante.

Le titulaire est tenu à une obligation générale de résultat, de conseils, d'alerte et même de formations aux règles de sécurité vis-à-vis de l'établissement concerné pendant toute la durée du marché. Elle doit assurer l'entretien continu de l'ensemble des installations en complet et parfait état de fonctionnement en conformité avec la réglementation, les prescriptions, les modalités d'intervention décrites dans le présent document en tous temps et en toutes circonstances, à l'exclusion des cas de force majeure (émeute, grève générale, guerre, guerre civile, sabotage).

Pour cela, le titulaire déploie les moyens humains, matériels, logistiques qu'il s'est engagé à mettre en œuvre dans son offre pour atteindre cet objectif. A défaut, il met en œuvre les moyens supplémentaires nécessaires pour compenser en termes de sécurité un manque de résultat et assure si besoin la mise en œuvre de personnel qualifié (SSIAP 1) pour assurer la sécurité 24h/24h 7j/7j.

4.2. Etat des lieux d'entrée

En cas de changement de titulaire, une visite contractuelle sera impérativement organisée 15 jours avant la date du début d'exécution du nouveau marché, entre le précédent et le nouveau titulaire, en présence d'un représentant des établissements de santé à l'issue de laquelle, un rapport détaillé fera état des installations

Le titulaire prend connaissance des plans et documents techniques dont chaque établissement dispose (dossier d'identité, dernier rapport de visite triennale ...) à l'issue de la notification du marché.

La visite préalable des lieux concernés étant obligatoire pour remettre une offre, le titulaire est réputé connaître parfaitement les installations prises en charge et renonce à faire état des difficultés provenant de la qualité du matériel ou de sa méconnaissance. Le titulaire déclare donc être parfaitement informé de la configuration des systèmes de sécurité et de la nature des équipements et des matériels dont il assure la maintenance.

A la notification le titulaire réalise un audit propre à inventorier qualitativement et quantitativement le système (état initial). Cette opération se réalise à partir du dossier d'identité du SSI, du dernier rapport de visite triennale ou à défaut d'un dossier technique de l'installation remis au titulaire. Il a pour vocation de détecter des éventuelles anomalies qui seront présentées au chef d'établissement.

Cet état initial est à établir contradictoirement avec les anciens prestataires (le cas échéant) au plus tard avant le début effectif de la prestation de maintenance indiquée au CCAP (L'état initial doit être établi dans le mois qui suit la prise d'effet du marché : imposition selon la norme NFS61-933 Chapitre 7).

L'état initial sert de base à la consolidation des données d'inventaire telles que fournies par le pouvoir adjudicateur. Il peut être modifié en cours de marché, en fonction de modifications de patrimoine (restructuration de service, extension, mise en conformité ...). Le titulaire fournit également le planning prévisionnel de maintenance préventive, dans un délai de 30 jours suivant la notification (conforme aux dispositions du CCTP et de l'offre technique du titulaire).

4.3. Etat des lieux de sortie

Quinze jours avant le terme de rigueur du marché, il est procédé à un état des lieux final de sortie du titulaire, qui est confronté avec l'état des lieux initial d'entrée du titulaire du marché de maintenance pour la période de marché suivante. Tout constat mettant en évidence un défaut d'entretien implique une reprise en état au frais du titulaire sous 1 mois maximum à compter du constat. A défaut, la remise à niveau est exécutée aux frais et risques du titulaire.

A l'issue du marché, le titulaire remet au chef d'établissement :

- L'état des lieux concernant le système (plans, sauvegarde des paramétrages, listing des points, données de site,...),
- L'ensemble des documents détenus, confiés et créés au titre du marché.

4.4. Rapport d'intervention

A l'issue de chaque visite de maintenance ou d'intervention, le titulaire établit un rapport d'intervention comprenant les renseignements suivants :

- Une appréciation claire sur le fonctionnement du système SSI et un descriptif de matériel installé.
- La date de chacune des interventions et le nom du préposé ayant procédé à l'intervention (avec heures de début et de fin des opérations),
- La mention de tous les constats (dont nature des pannes, remplacement de pièces), observations utiles (état de l'installation) et incidents relevés lors de ses interventions tant systématiques que correctives,
- La date et causes des incidents,
- Les actions menées pour assurer le bon fonctionnement complet des équipements,
- Un récapitulatif des observations de travaux à réaliser au titre de la conformité et de la maintenance, avec propositions techniques détaillées des solutions à mettre en œuvre,
- Toutes les observations jugées utiles

Ce rapport sera adressé au représentant au référent service de chaque établissement.

4.5. Registre de sécurité de l'établissement

Le titulaire du marché doit renseigner le registre de sécurité de l'établissement, de l'existence du contrat et protocole d'intervention qui le lie au bon fonctionnement de l'établissement et de ses rapports périodiques de contrôles des équipements des systèmes de sécurité incendie.

Il doit y consigner les dates de toutes ses interventions et essais avec mention d'un rapport joint.

A chaque visite (2 fois/an ou une fois selon l'établissement), il prend contact avec le référent service de l'établissement afin de signer l'ensemble des registres de sécurité des bâtiments.

Il est demandé au titulaire d'être obligatoirement présent lors des passages de la commission de sécurité. Pour s'assurer de sa présence, le titulaire est convoqué 15 jours à l'avance par le chef d'établissement.

Avant le passage de la commission, il s'assure avec un représentant de l'équipe SSI, en procédant par sondage, du bon fonctionnement de l'ensemble.

Le titulaire du marché a obligation de remédier aux remarques formulées par la commission de sécurité.

A l'issue des visites de la commission, le titulaire est destinataire du rapport, il doit alors :

- Analyser le rapport de la commission pour le matériel qui le concerne
- Mettre en place les actions correctives pour répondre aux observations en produisant, sous quinzaine les devis nécessaires et la planning d'intervention pour réaliser la levée des réserves
- Informer par écrit le représentant du chef d'établissement des actions réalisées et, le cas échéant, des réserves restantes à lever

4.6. Rapport annuel d'activité par établissement

Le titulaire prend en charge la maintenance des équipements en l'état.

Au plus tard, 1 mois après la deuxième vérification de l'année, il doit fournir :

- Un inventaire descriptif du parc des équipements et systèmes confiés
- Un bilan, sous forme de tableaux, des interventions réalisées par type d'intervention et site avec indications des remplacements de pièces effectuées avec mention des indicateurs de performances suivants
- Nombre de pannes et de dépannages
- La durée et le temps des indisponibilités par équipement et en totalité
- Le niveau de sécurité atteint par le parc avec la justification
- L'attestation annuelle d'assurance
- L'état des installations eu égard aux critères de conformité réglementaire (point d'avancement sur les aspects obligatoires), au critère de vétusté impliquant une modernisation, Up grade ainsi que des préconisations, sous forme de tableau, en matière de modification du parc entretenu
- Le nom et l'adresse du site
- La nature du dispositif existant
- Les modifications du dispositif préconisé
- Les raisons évoquées par le titulaire pour justifier la proposition de modification
- Prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit
- Le cas échéant une indication sommaire du coût de la modification

Le rapport annuel est fourni sur support informatique. Ce rapport sera fourni dans un délai de quinze jours maximum après la fin de la visite.

Le titulaire commente son rapport annuel lors d'une visite de suivi organisée avec les représentants de chaque site.

4.7. Organisation liées aux interventions de dépannage (maintenance corrective forfaitisée ou hors forfait)

4.7.1. Déclenchement d'une intervention de dépannage

Le titulaire intervient sur signalement simple du pouvoir adjudicateur faisant état d'un non fonctionnement ou d'un mauvais fonctionnement de l'une des installations dont il a la charge.

Pour permettre une prise de contact rapide, le titulaire est tenu de communiquer à chaque représentant les coordonnées téléphoniques actualisées du centre d'appel ainsi que les numéros des techniciens d'astreinte intervenant sur chacun des secteurs.

La traçabilité de ces appels est réalisée à partir d'un retour de mail indiquant l'heure d'appel, le nom de l'appelant et l'heure prévue d'intervention (confirmation de prise en charge).

Les établissements possèdent des équipes spécialisées (équipes de sécurité) ou des techniciens formés EPI qui effectuent les levées de doute assurant ainsi l'émission lors des appels d'informations fiables et vérifiées (élimination d'appels intempestifs). Tous les appels en demande d'intervention sont ainsi réputés justifiés.

Le titulaire fait connaître à l'appelant les dispositions de sécurité éventuelles à prendre en attendant son intervention.

4.7.2. Information consécutive à l'intervention de dépannage

A l'issue de chaque intervention de dépannage, le titulaire établit un bon d'intervention en dépannage signé par le représentant de site ainsi que toute pièce justificative de la facturation dans le cadre de la « maintenance corrective réglementaire ».

4.8. Délais d'intervention et de rétablissement

En cas de non-respect des délais ci-après, le titulaire encourt sur ses créances, sur simple constat, les pénalités prévues à cet effet au CCAP.

4.8.1. Délai d'intervention

- **En cas panne ou de dysfonctionnement n'affectant que peu la sécurité :**

La prise en charge doit se faire au plus tard dans l'heure suivant l'appel avec communication avec le technicien de l'établissement pour validation du diagnostic.

L'intervention corrective doit se faire au plus tard dans les **6 heures** suivant l'appel 24h/24h et 7j/7j.

- **En cas de panne ou de dysfonctionnement affectant gravement la sécurité :**

La prise en charge doit se faire au plus tard dans l'heure suivant l'appel avec communication avec le technicien de l'établissement pour validation du diagnostic.

L'intervention corrective doit se faire au plus tard dans les **4 heures** suivant l'appel 24h/24h et 7j/7j.

La notion de dysfonctionnement mettant en cause la sécurité est laissée à la seule discrétion des représentants de chaque site.

4.8.2. Délai de rétablissement

- **En cas de petites réparations ne mettant pas en péril la sécurité des biens et des personnes (détecteurs, boîtiers report ...) :**

La remise en fonctionnement normal et durable de l'installation doit se faire sous 24 heures maximum à compter de la demande d'intervention 24h/24.

- **En cas de panne importante mettant en jeu la sécurité des biens et des personnes (centrale à l'arrêt, plusieurs boucles en défaut, plus d'asservissements, panne d'UAE...) :**

La remise en fonctionnement normal et durable de l'installation doit se faire dans les 6 heures à compter de la demande d'intervention 24h/24.

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de respecter ce délai, il précise les moyens mis en œuvre pour compenser en terme de sécurité cette défaillance (mise en œuvre de personnel qualifié (SSIAP1)) pour assurer la sécurité 24h/24h7j/7j.

Ce délai ne s'applique pas dans le cas où le matériel réputé obsolète est en panne et que les pièces détachées sont introuvables, ceci rendant la réparation dans les délais impartis impossible.

4.9. Visite d'essais et contrôles réglementaires ou contractuels

Le titulaire doit accompagner et assister les bureaux de contrôle, les commissions de sécurité si besoin et tout autre agent amené à effectuer des contrôles ou interventions sur les installations.

Le titulaire doit déléguer sur site un personnel suffisamment compétent et qualifié pour pouvoir répondre aux interrogations du contrôleur.

Dans le cadre de son offre le titulaire indique nominativement le niveau de formation, les qualifications sur les différents équipements ainsi que les habilitations et actualisations de formation des techniciens qui interviendront dans les établissements.

4.10. Approvisionnement, gestion et maintien des stocks des pièces détachées

Le titulaire doit approvisionner à ses frais et garder en permanence à proximité immédiate un stock de pièces de rechange homologuées et garanties lui permettant, pour l'ensemble des équipements concernés, d'assurer les dépannages et remplacement de pièces des différents modèles de SSI, dans les délais impartis.

Il est précisé qu'à l'expiration du marché, le titulaire reste propriétaire de ce stock. Sur simple demande, le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur l'inventaire des pièces détachées confiées.

Le Titulaire doit être en possession d'un stock de pièces détachées de rechange d'origine homologuée et garantie, disponibles en moins de 24 heures.

Dans le cas où les pièces détachées nécessaires à la maintenance ne seraient pas sur stock, le titulaire s'engage sauf accord express du pouvoir adjudicateur et sauf dans le cas où les pièces détachées sont introuvables en raison de l'obsolescence du matériel, à garantir un approvisionnement sous 24 heures des éléments nécessaires.

Les pièces détachées sont obligatoirement neuves et de la marque de l'équipement nécessitant le changement de pièces.

Le stock tient compte de l'usure, de la fiabilité et de la difficulté d'approvisionnement de pièces présentes dans les installations. Le pouvoir adjudicateur peut exiger l'ajout d'une pièce de rechange à la liste des pièces prévues en stock si elle est de nature à induire une panne pénalisant fortement le fonctionnement des installations.

La liste des pièces de rechange est indiquée par le titulaire dans son offre.

Le Titulaire doit garantir au pouvoir adjudicateur l'approvisionnement de tous les éléments de matériel (notamment cartes électroniques, pièces détachées, etc ...) nécessaires à l'entretien et à la maintenance de chacune des installations concernées par le présent marché pendant toute la durée de celui-ci. Il indiquera les délais moyens d'approvisionnement des pièces non stockées.

En outre, le Titulaire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur sur chaque site 1 ou 2 détecteurs de chaque type ainsi que des fusibles pour les exutoires.

4.11. Choix des pièces détachées, qualité, garantie d'utilisation et garantie constructeur

Le titulaire ne doit utiliser que des pièces, équipements, assurant le rétablissement du fonctionnement normal de l'installation et être compatible avec les normes concernant l'associativité des matériels.

Les éventuels changements d'équipements par des équivalents sont consignés dans le dossier d'identité après validation du coordinateur SSI. Les pièces ou appareils ainsi substitués bénéficient ensuite de la part du titulaire de la même garantie totale que les pièces ou appareils d'origine jusqu'à l'expiration du marché.

A tout moment, le titulaire est en capacité de présenter la convention qui le lie avec le constructeur concerné permettant d'assurer une garantie d'approvisionnement de pièces, une assistance technique constructeur, un accès aux programmations et diverses interventions logicielles.

Toute pièce remplacée en dehors de la norme peut faire l'objet d'une résiliation du marché pour faute grave aux torts exclusifs du titulaire, sans préavis, ni indemnité.

4.12. Obligations du pouvoir adjudicateur

Les représentants des sites s'engagent à :

- Laisser libre accès aux divers équipements au préposé du titulaire ainsi que les codes d'accès si nécessaire pour les dépannages et visites périodiques. Cependant des locaux spécifiques nécessitent une organisation et une planification particulière. (bloc opératoire, stérilisation, services de soins intensifs ...)
- Maintenir les locaux où est situé le matériel en état de propreté.
- Maintenir les alimentations en conformité avec la réglementation en vigueur.
- Remettre au titulaire, toutes les notices concernant les divers équipements fournis par le fabricant, et tous documents relatifs aux installations.
- Transmettre en cas de demande du titulaire, les Documents Techniques Amiantes.

5. Dispositions spécifiques aux opérations de maintenance préventive forfaitaire

5.1. Organisation des visites

Le titulaire est tenu d'assurer les prestations de maintenance préventive en s'engageant à respecter les préconisations du fabricant en termes de contenu et de fréquence des maintenances préventives des modalités d'interventions et des délais. En outre, il doit assurer une bonne information de l'établissement sur son travail et sur l'évolution un niveau d'entretien et de maintenance des installations.

Les visites programmées de maintenance préventive ne doivent pas conduire à une indisponibilité des équipements durant les heures d'occupation normales des locaux concernés.

Le titulaire effectuera les visites planifiées dans l'année conformément à la fréquence indiquée par installation dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement. La périodicité des vérifications est de 6 mois ou 1 an selon les établissements.

Le titulaire de la prestation établit un planning d'intervention pour l'exercice considéré et le transmettra aux différents référents des sites afin que ceux-ci puissent avertir les services de soins. La planification est remise annuellement dans les 15 jours qui suivent le début de l'année-marché considérée. Le titulaire contacte le pouvoir adjudicateur 1 mois avant la visite pour confirmer le créneau précis de visite. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informera l'autre au moins quarante-huit heures avant la date prévue.

Les visites systématiques pourront être effectuées en même temps que d'autres opérations de maintenance (par ex. Désenfumage mécanique). Le personnel chargé de la visite périodique se présentera auprès du Responsable du Service Sécurité Incendie du site concerné ou de son représentant dès son arrivée dans l'Etablissement. Un agent dûment désigné pourra l'accompagner dans la visite.

En aucun cas, les interventions de maintenance préventive ne doivent occasionner un arrêt total non prévu de fonctionnement des installations (plateaux techniques entre autres).

Les prestations de maintenance préventive n'entraînant pas de perturbations seront effectuées de 08h00 à 18h00 pendant les jours ouvrés. Les opérations de maintenance préventive qui risquent d'entraîner des perturbations seront exécutées en dehors des heures visées ci-avant et dans tous les cas après accord entre le titulaire et le Responsable du Service Sécurité Incendie ou technique.

Certaines visites devront être effectuées en **horaires décalés pour les Etablissements suivant** :

Etablissement du GHT	Service	Horaires
Centre hospitalier de Mâcon*	Centre ambulatoire Bloc technique**	19h - 1h 23h - 5h
Centre hospitalier du Pays du Charollais Brionnais	Bloc opératoire, REA	19h - 1h (Sauf contrainte) 19h - 1h (Sauf contrainte)

* A noter qu'un chauffagiste (un agent) du CH accompagnera le titulaire pour remettre en service les CTA sur la 1^{ère} visite correspondant aux essais des asservissements

** en cas d'intervention urgente au bloc opératoire, la maintenance sera reprogrammée

Le titulaire est accompagné, dans la mesure du possible, d'un agent des services techniques de l'établissement ou de l'équipe de sécurité afin de faciliter les accès aux locaux.

A l'issue de son travail, le vérificateur doit rendre compte de ses observations et signer les registres de sécurité. Dans le cas d'une intervention sur plusieurs journées, le vérificateur s'assure de l'intégrité du fonctionnement avant son départ chaque jour avant son départ.

En outre, il doit informer le représentant de l'établissement du risque d'inefficacité de la protection installée consécutive à toute cause justifiable, ne relevant pas de ses engagements.

D'autre part le titulaire explique les moyens mis en œuvre pour compenser en termes de sécurité la mise en arrêt total des installations suite à une fausse manœuvre ou tout événement qui engage sa responsabilité

5.2. La visite périodique des installations (visite triennale)

Les installations de détection incendie et du système de mise en sécurité incendie sont soumises à la vérification d'un organisme de contrôle agréé, mandaté par le pouvoir adjudicateur, à ses frais. A ce titre, le titulaire du présent marché est alors tenu d'effectuer la visite simultanément avec le contrôleur technique afin de satisfaire à toutes les préconisations de ce dernier et ceci dans le cadre de la prestation du marché.

5.3. Contenu des prestations de maintenance préventives forfaitaires

Le titulaire organise la maintenance des installations de sécurité incendie conformément à l'annexe B (essais fonctionnels SS) et l'annexe C (essais fonctionnels CMSI) de la norme NFS 61-933 pour la périodicité des visites. Notamment pour les SSI de catégorie A ou des scénarios sont définis et décrits ci-dessous : Vérification de type 1 et type 2.

Au titre de la maintenance préventive réglementaire, le titulaire effectue les prestations de base suivantes:

- Intervention (visite) du lundi au vendredi (8h - 18h) et en horaires décalées pour chaque établissement conformément à l'article 4.7 du présent CCTP.
- Un compte-rendu d'intervention détaillé des interventions préventives.
- La mise à jour semestrielle de l'UAE pour le centre hospitalier de Mâcon.
- Le reconditionnement des détecteurs selon les recommandations de chaque constructeur.
- Le remplacement des éléments à durée de vie limitée (piles, batteries...)
- Une assistance téléphonique (7 jours sur 7 – 24h/24h)
- Un compte-rendu d'intervention détaillé des interventions correctives.

5.3.1. Vérification de type 1

La visite de type 1 consiste en une série d'essais fonctionnels et d'opérations de maintenance préventive pratiqués par les techniciens spécialisés.

Cette visite concerne les Système de Détection Incendie (S.D.I.), Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.), Equipement d'Alarme, Systèmes Détecteurs Autonomes Déclencheurs (S.D.A.D.) et Alimentations (hors Alimentations Pneumatiques).

DETAIL DES OPERATIONS ET DES ESSAIS FONCTIONNELS :

A - EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXPLOITATION ET INSPECTION VISUELLE DE L'INSTALLATION

- Examen du tableau de signalisation du système de sécurité incendie (SDI), des états sur l'unité de signalisation (US) par action sur le (ou les) bouton (s) "essai voyants" éventuels et, dans le cas d'un centralisateur de mise en sécurité (CMSI), par action sur la touche "bilan" ;
- Changement d'affectation des locaux surveillés, modifications ou suppressions de locaux, modifications des conditions d'environnement ;
- Analyse de l'adaptation de l'installation au risque surveillé ;
- Signature du registre de sécurité.

B - ESSAIS FONCTIONNELS

La vérification fonctionnelle de l'installation a pour but de s'assurer que toutes les fonctions sont correctement remplies.

Avant toute manipulation, les commandes d'organes externes liées aux fonctions susceptibles d'être inutilement ou dangereusement actionnées lors des opérations de vérification sont neutralisées. Cette neutralisation se fait en présence du responsable qualifié de l'hôpital, qui doit veiller à leur remise en service après les opérations de vérification.

Système de détection Incendie (S.D.I.)

- Essais fonctionnels :
 - De tous les détecteurs ponctuels (solicitation locale effectuée par un générateur produisant un phénomène physique adapté),
 - Des détecteurs de fumée par aspiration (essai effectué pour chaque tubulure, au minimum à l'orifice de prélèvement le plus éloigné)
 - De chaque interface d'entrée sortie (I/O), excepté les isolateurs de court-circuit et les matériels déportés d'adressage collectif.
 - De chaque déclencheur manuel par la clé de test.

Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement créant un défaut :

- Pour chaque circuit de détection : retrait de la tête de détection de son socle d'un détecteur ponctuel débouchable de chaque circuit de détection incendie (par débouchage du dernier point pour un circuit conventionnel).
- Pour chaque détecteur de fumée par aspiration : ouverture (raccord union ou équivalent) et obturation de chaque tubulure de chaque détecteur; coupure de l'électro aspirateur.
- Pour chaque détecteur linéaire de fumée : atténuation totale du faisceau de chaque détecteur linéaire de fumée (au niveau récepteur ou du réflecteur si celui-ci existe).
- Pour chaque détecteur radio : constat des exigences particulières relatives à l'atténuation pour les systèmes de détection à liaisons radioélectriques (au moins 12 dB de marge de portée). Simultanément effectuer le constat de la bonne transmission des informations vers les autres éléments constitutifs du S.D.I.
 - o Contrôle du bon fonctionnement des indicateurs d'action.
 - o Constat du report des informations d'une alarme feue et d'un dérangement vers :
- Les boîtiers de répétition et/ou de report,
- Les U.A.E.,
- Un site extérieur (alerte, station de télésurveillance), le cas échéant.

Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.)

- Pour les S.S.I de catégorie A comportant plus de 2 Z.S (et les S.S.I. comprenant au moins une Z.A. + 2 Z.C. ou une Z.A. + 1 Z.C. + 1 Z.F.), les essais sont réalisés dans cette visite à partir de l'U.C.M.C en mode manuel. C'est au cours de la visite de type 2 que les essais sont réalisés en mode automatique à partir du déclenchement d'un élément (détecteur ou déclencheur manuel) choisi de façon aléatoire dans la Z.D. considérée.
- Pour les autres S.S.I de catégorie A, les essais sont réalisés pour chaque scénario :
 - o en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments (détecteur ou déclencheur manuel) choisi de façon aléatoire de chacune des Z.D. considérées (autant d'essai que ZD)
 - o et en mode manuel depuis l'U.C.M.C.
- Pour les S.S.I. de catégorie B, les essais sont effectués pour chaque scénario en mode manuel depuis l'U.C.M.C., et à partir d'un déclencheur manuel.
- Pour les S.S.I. de catégories C, D et E les essais sont effectués, pour chaque scénario, à partir des dispositifs de commandes (D.C.M., D.C.M.R., D.C.S.).

Fonction évacuation :

- Contrôler le fonctionnement de la temporisation de la diffusion de l'alarme générale et du temps de fonctionnement.
- Contrôler l'audibilité de l'alarme en tous points de la Z.A ;
- Contrôler la visibilité de l'alarme visuelle (D.L.) dans les locaux et circulations équipés de ces dispositifs ;
- Contrôler le déverrouillage des dispositifs de verrouillage pour issues de secours.

Lorsque les issues sont gérées à partir de l'U.G.C.I.S., effectuer également l'essai fonctionnel de déverrouillage des issues à partir de son U.C.M.C. et en contrôler l'exécution à l'aide de la signalisation des positions de sécurité;

- Contrôler la mise en fonctionnement de l'éclairage de sécurité lorsque des textes de référence l'imposent ;
- Contrôler la mise en fonctionnement des équipements techniques associés aux Z.A. (remise en lumière, arrêt du programme en cours, ...);
- Contrôler la mise en fonctionnement d'alarmes adaptées aux personnes handicapées.

Fonction de compartimentage et de désenfumage :

- Contrôler les signalisations des D.A.S.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S. :
 - soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S. sans contrôle de position
 - soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.C. (non arrêt ascenseurs, monte-charge,...).
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A.,...).
- Contrôle de l'inter-verrouillage des trappes de désenfumage d'une même colonne.

NB : les essais des éléments concourants aux fonctions compartimentage et désenfumage mécanique (clapets, portes et volets en particulier) sont effectués dans le cadre de la vérification du fonctionnement du CMSI y compris la remise en position d'attente de ces éléments.

Fonction d'extinction automatique à gaz :

Essais de signalisation sur l'U.S. du C.M.S.I. ou sur un T.R.E. dédié des informations suivantes :

- Emission (ordre de commande ou passage de l'agent extincteur) ;
- Dérangement général du D.E.C.T.

Equipement d'alarme / évacuation

- Constater le délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.
- Constater le fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement en créant un défaut pour :
 - chaque liaison U.G.A /élément central du système d'alarme incendie ;
 - chaque alimentation de l'élément central du système d'alarme incendie vocale.
- Essais fonctionnels pour les équipements d'alarme de type 1 et 2a : constater le délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.
- Essais fonctionnels pour les équipements d'alarme de types 2b et 3 : constater le fonctionnement des signalisations visuelles et sonores d'alarme et des dispositifs commandés terminaux associés par ouverture des circuits des D.M.

Alimentations

Pour chaque type de systèmes installés, sont pratiqués les opérations de maintenance et les essais fonctionnels suivants :

- Examen visuel de la batterie (gonflement, corrosion, sels grimpants, fuite,...).
- Examiner fusibles et disjoncteurs, contrôler les isollements électriques par rapport à la terre.
- Examiner le serrage des connexions.
- Visualiser la remontée des informations de défaut des A.E.S.
- Contrôler la bonne tension nominale aux bornes de la batterie (en charge).
- Contrôler la bonne tension batterie en début de décharge puis après une heure de décharge.
- Mesurer le courant de décharge et le comparer à la valeur d'origine.

Entretien (si nécessaire)

De manière générale, remplacer tout matériel existant dont les caractéristiques techniques se sont dégradées et ne correspondent plus à celles attendues (batteries, lampes, vitres pour dispositifs à bris de glace par exemple). La périodicité de ces remplacements, ainsi que leurs conditions de facturation, peuvent être définies dans les conditions particulières.

- Echange standard des détecteurs (la périodicité de ces échanges est en général fixée par les conditions particulières, l'inspection technique permettant toutefois si nécessaire de procéder à cette opération de manière anticipée). Ces détecteurs portent l'estampille NF reconditionnement.
- Remplacement annuel de la pile constituant la source auxiliaire d'avertissement (si elle existe).
- Serrage des connexions.
- Dépoussiérage.

5.3.2. Vérification de type 2

La visite de type 2 consiste en une série d'essais fonctionnels pratiqués par les techniciens spécialisés sur le Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.) d'un Système de Sécurité Incendie (S.S.I.) de catégorie A comportant plus de 2 Z.S et comprenant au moins une Z.A. + 2 Z.C. ou une Z.A. + 1 Z.C. + 1 Z.F. Cette visite doit être réalisée au minimum 5 mois après la visite de type1.

DETAIL DES OPERATIONS ET DES ESSAIS FONCTIONNELS :

A – INSPECTION VISUELLE DE L'INSTALLATION

- Examiner l'état de l'unité de signalisation (US) par action sur le (ou les) bouton (s) "essai voyants" éventuels et, dans le cas d'un centralisateur de mise en sécurité (CMSI), par action sur la touche "bilan" ;
- Changement d'affectation des locaux surveillés, modifications ou suppressions de locaux, modifications des conditions d'environnement ;
- Analyser l'adaptation de l'installation au risque surveillé ;
- Signer le registre de sécurité.

B – ESSAIS FONCTIONNELS

La vérification fonctionnelle de l'installation a pour but de s'assurer que toutes les fonctions sont correctement remplies.

Avant toute manipulation, les commandes d'organes externes liées aux fonctions susceptibles d'être inutilement ou dangereusement actionnées lors des opérations de vérification sont neutralisées. Cette neutralisation se fait en présence du responsable qualifié de l'hôpital, qui doit veiller à leur remise en service après les opérations de vérification.

C – ESSAIS GENERAUX

- Essais annuels
 - Essai fonctionnel de chaque détecteur d'incendie (SSI de catégorie A) et de chaque déclencheur manuel (DM).
 - Essai de la totalité des clapets, volets et ouvrants de désenfumage.
 - Vérification de l'arrêt de la ventilation de confort.
 - Essai de fonctionnement des ventilateurs de désenfumage, mesures de pression, de débit et de vitesses, dans le cas de désenfumage mécanique.
 - Essai de fonctionnement des commandes manuelles et automatiques.
 - Examen visuels direct de chaque D.A.S y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position de réarmement à distance.
 - Essai de fonctionnement de l'équipement d'alarme (E.A).

- Essais semestriels
 - Essai du CMSI à partir d'un détecteur d'incendie (SSI de catégorie A) et d'un déclencheur manuel (DM) par zone de mise en sécurité (ZS).
 - Essai de la totalité des exécutaires, ouvrants, portes à fermeture automatiques, rideaux et portes à dévêtissement vertical.
 - Arrêt de la ventilation de confort.

Les essais sont réalisés en mode automatique à partir d'un élément (détecteur ou déclencheur manuel) choisi de façon aléatoire dans la Z.D. considérée.

Fonction évacuation :

- Contrôler le fonctionnement de la temporisation de la diffusion de l'alarme générale et du temps de fonctionnement.
- Contrôler l'audibilité de l'alarme en tous points de la Z.A ;
- Contrôler la visibilité de l'alarme visuelle (D.L.) dans les locaux et circulations équipés de ces dispositifs ;
- Contrôler le déverrouillage des dispositifs de verrouillage pour issues de secours.

Lorsque les issues sont gérées à partir de l'U.G.C.I.S., effectuer également l'essai fonctionnel de déverrouillage des issues à partir de son U.C.M.C. et en contrôler l'exécution à l'aide de la signalisation des positions de sécurité. Constat du fonctionnement du déverrouillage de l'issue par action sur le déclencheur manuel de couleur verte et constat du non réarmement des dispositifs à la fin de diffusion du signal d'évacuation

- Contrôler la mise en fonctionnement des équipements techniques associés aux Z.A. (remise en lumière, arrêt du programme en cours, ...) ;
- Contrôler la mise en fonctionnement d'alarme adaptée aux handicapés.

Fonction de compartimentage et de désenfumage :

- Contrôler les signalisations des D.A.S.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S. :
 - soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S. sans contrôle de position
 - soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.C. (non arrêt ascenseurs, monte-charge,...).
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A.,...).

NB : les essais des éléments concourants aux fonctions compartimentage et désenfumage mécanique (clapets, portes et volets en particulier) sont effectués dans le cadre de la vérification du fonctionnement du CMSI et intègrent la remise en position d'attente de ces éléments.

Volets, ouvrants, exutoires

- Commande en manuelle UCMC de la fonction désenfumage,
- Commande en automatique à partir d'une ZD
- Contrôler les signalisations des D.A.S.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S.
- Contrôler le défaut de position d'attente
- Contrôle visuel direct pour les D.A.S sans contrôle de position,
- Contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.
- Contrôler la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A.,...).
- Constater l'absence d'obstacle à l'ouverture et la fermeture
- Constater le bon état général
- Constater la fixation des éléments constitutifs du DAS
- Constater de la connectique
- Examiner les conducteurs, absence d'oxydation, isolant des câbles, repérage
- Constat général de l'intégrité des lignes de télécommande
- Constat de l'élément thermosensible pour les exutoires.
- Dépoussiérer, nettoyer les DAS.

D.A.C. et D.E.N.F.C

- Examiner la fixation des DAC et remise en état
- Essayer le déclenchement manuel,
- Constater la bonne ouverture des DAS, exutoires, volet, ouvrant,
- Constat de l'étiquette du fabricant sur les DAS et DAC
- Dépoussiérer, nettoyer les DAS
- Mesurer les temps de mise en sécurité de l'ensemble des DAS de chaque ZF
- Examiner le verrouillage des DAS de désenfumage après leur fermeture
- Examiner le sens d'enroulement du câble du DAC et remettre en état
- Examiner l'état du sens de pose des vérins
- Examiner l'état des poulies de renvoi, fixation, serrage câble, câble non effiloché,
- Examiner l'état des canalisations de passage gaz, tube, raccord, cintrage, corrosion, fixation
- Essai de l'étanchéité des réseaux

- Examiner les pressions de service déclarées entre le dispositif et le DENFC
- Examiner la purge
- Examiner le dard de percussion
- Essai si présente de la fonction confort et impossibilité d'utilisation lors d'une commande mise en sécurité
- Contrôler l'adéquation des cartouches avec les caractéristiques de l'appareil, nombre de bouteille, grammage
- Remplacer les bouteilles de CO2 après les essais, y compris un jeu de bouteille en réserve.
- Examiner l'état des câbles et des connexions.
- Mesurer la tension de sortie de télécommande (au sortir de la source).
- Valider les tensions d'entrée : alimentation de puissance, entrée de télécommande s'il s'agit d'un D.A.C.
- Constater la présence des grilles et de leurs fixations

Coffret de relaying

Pour la totalité des coffrets de relaying :

- Constater l'intégrité du coffret,
- Constater le bon état général des raccordements électriques.
- Examen visuel de l'intégrité du boîtier du coffret de relaying.
- Examen visuel de l'intégrité des raccordements électriques (câbles électriques, présence des presse-étoupe).

Ventilateurs d'extraction et de soufflage

- Constater l'intégrité du D.C.T.,
- Constater l'absence d'obstacles à l'entrée/sortie du ventilateur,
- Constater la présence et de l'intégrité des dispositifs associés au D.C.T.
- Contrôle visuel de l'état de propreté et d'absence de corps étrangers (accumulation de feuilles, papiers, sacs plastiques...).
- S'assurer du fonctionnement des dispositifs concourant aux reports de défaut de position :
- S'assurer du fonctionnement du contrôleur d'isolement,
- Remonter l'information de l'absence de « tension » à l'entrée du coffret de relaying,
- S'assurer du bon fonctionnement du pressostat,
- S'assurer du bon fonctionnement et de l'état général du sectionneur de proximité.
- S'assurer du bon fonctionnement de la commande arrêt pompiers et de la remontée des informations en veille et en marche.
- S'assurer de la présence des clés pour les arrêts pompiers et réarmements.
- Mesure des débits et vitesse d'air des trappes de désenfumage sur chaque bouche et ouvrant.
- Tester la fonction « désenfumage naturel » en cas de panne de ventilateur avec mesure de débit au niveau le plus défavorable.

Il est apposé sur l'ensemble des DAS et DAC une étiquette adhésive de la date de visite de maintenance.

Portes coupe-feu asservies au SSI

Le titulaire doit assurer la conformité de l'installation existante :

- Contrôler la géométrie des vantaux,
- Assurer la compatibilité du support et de la porte,
- Vérifier le bon état général de la porte,
- Vérifier la bonne fermeture et réglage si nécessaire,
- Vérifier la bonne fixation des ventouses, et remise en état y compris remplacement si nécessaire
- Vérifier le bon état du joint coupe-feu
- Constater l'intégrité du D.A.S
- Constater l'absence d'obstacle à la fermeture,
- Constater le bon état général du support.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à une action manuelle à partir de toutes les commandes.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à un ordre de télécommande.
- Contrôler le passage en position de sécurité des D.A.S.
- Contrôler le défaut de position d'attente.
- Constater le fonctionnement du dispositif d'anti réarmement involontaire (si équipé).
- Mesurer le temps de fermeture inférieur à 30 s.
- Mesurer la vitesse de fermeture inférieure à 0,3 m/s.
- Mesurer le rebond de fin de course ≤ 5 cm.

Clapets coupe-feu asservis ou non

- Le titulaire doit assurer la conformité de l'installation existante :
- Constater l'intégrité du D.A.S.,
- Constater le bon état général du support,
- Constater la fixation des éléments constitutifs,
- Constater l'absence d'obstacle à la fermeture,
- Constater le bon état général du support.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à une action manuelle à partir de toutes les commandes.
- Constater la fermeture du D.A.S. suite à un ordre de télécommande.
- Constater le fonctionnement du dispositif d'anti réarmement involontaire (si équipé).

Fonction d'extinction automatique à gaz

Essais de signalisation sur l'U.S. du C.M.S.I. ou sur un T.R.E. dédié des informations suivantes :

- Emission (ordre de commande ou passage de l'agent extincteur) ;
- Déclenchement général du D.E.C.T.

Ces essais ont pour but de constater le bon fonctionnement de l'installation, hormis l'émission de l'agent extincteur, et ces essais fonctionnels peuvent servir de base pour d'autres systèmes d'extinction automatique.

Les essais fonctionnels des installations fixes d'extinction automatique à gaz inertes ou inhibiteurs :

- Constater la présence des informations de report sur les équipements concernés;
- Essayer les asservissements et les arrêts d'équipements techniques liés au secteur d'extinction;
- Constater la commande des dispositifs de déclenchement par les dispositifs appropriés;
- Mesurer la temporisation d'émission;
- Constater l'audibilité et la visibilité des dispositifs lumineux et sonores;
- Constater l'autonomie théorique de la source de sécurité;
- Tester l'étanchéité du local à l'aide d'un infiltromètre ;
- Constater le bon fonctionnement des vannes directionnelles et de neutralisation lorsqu'elles existent;
- Constater la compatibilité de l'agent extincteur et de sa mise en œuvre avec la nature du risque;
- Constater le bon état et le bon fonctionnement des événements de suppression.
- Alimentations électriques :- lors de chaque essai fonctionnel, s'assurer de la bonne tension nominale de la batterie et de sa bonne tenue à la décharge;
- Vérifier les informations de défaut;
- Examen visuels.

Alimentations :

- Examen visuel de la batterie (gonflement, corrosion, sels grimpants, fuite,...).
- Examiner les fusibles et les disjoncteurs et contrôler les isollements électriques par rapport à la terre.
- Examiner le serrage des connexions.
- Visualiser la remontée des informations de défaut des A.E.S.
- Contrôler la bonne tension nominale aux bornes de la batterie (en charge).
- Contrôler la bonne tension batterie en début de décharge puis après une heure de décharge.
- Mesurer le courant de décharge et le comparer à la valeur d'origine.

5.4. Rapport de fin de vérification

Un rapport détaillé de visite périodique doit être réalisé après chaque vérification réglementaire, bâtiment par bâtiment.

Ces documents doivent parvenir, sous un délai de quinze jours sur un support informatique standard exploitable sur les logiciels de type EXCEL ou WORD, PDF, au référent de chaque établissement concerné.

Cet exemplaire informatique envoyé par mail ou téléchargeable sur le site du titulaire est obligatoirement complété par un résumé schématique (diagramme, graphique...) précisant et permettant une vision claire des anomalies par importance ou gravité.

Ce rapport doit être exploitable directement sans obligation de ressaisie permettant la rédaction des fiches synthèse de défauts... (Gestion des rapports).

Ces documents sont indispensables pour les documents d'analyse et de gestion des risques et dans le cadre des procédures de certification des hôpitaux.

Ils doivent être adressés aux adresses électroniques suivantes des référents service et facturation de chaque établissement.

Les rapports doivent préciser :

- La date d'intervention
- Le descriptif des installations / site
- Le rappel des anomalies de fonctionnement constatées au cours de la visite périodique ou des demandes d'intervention (historique)
- Le compte-rendu sommaire de la visite, les modifications et prestations effectuées
- Les mesures préconisées pour le remplacement de pièces usées ou d'organes, les mesures d'exploitation à envisager ou à modifier, la description des pannes détectées et les réparations effectuées.
- Les pièces échangées
- L'état des pièces d'usure
- Bilan financier de la maintenance préventive et corrective

Les rapports électroniques devront être communiqués au client dans un délai au maximum **de 15 jours à compter de la visite sur site.**

L'ATTESTATION DE VISITE DE FIN DE L'EXERCICE CONSIDERE

Le titulaire établit une attestation de visite annuelle par installation, précisant que celle-ci a bien fait l'objet d'une maintenance périodique au cours de l'année écoulée.

Particularités :

Pour le bâtiment principal du centre hospitalier de Macon classé en 1ère catégorie, les deux visites seront menées obligatoirement par deux techniciens SSI du titulaire (le technicien désenfumage n'étant pas inclus dans l'effectif).

6. Dispositions spécifiques aux opérations de Maintenance corrective « forfaitisée »

6.1. Contenu des prestations de maintenance correctives forfaitisées

En plus de la maintenance préventive telle que décrite aux paragraphes ci-dessus le titulaire exécute les prestations suivantes de maintenance corrective forfaitisée « tous risques » :

- Le reconditionnement des détecteurs (suivant les recommandations des constructeurs)
- Le remplacement des éléments à durée de vie limitée
 - Batteries d'accumulateurs
 - Piles
- La mise à jour des textes erronés
- La mise à niveau des logiciels des ECS/CMSI
- La mise à jour de l'Unité d'Aide à l'Exploitation sur le site des Chanaux (centre hospitalier de Macon) pour le bâtiment principal en intégrant notamment les plans correspondants à l'ensemble des modifications qui ont pu être effectuées sur les locaux depuis la dernière mise à jour.
- La mise à jour des libellés :
 - Trimestrielle pour le Centre Hospitalier du Pays Charolais-Brionnais.
 - Pendant les visites préventives pour les autres établissements
- Remise à niveau du personnel sur site aux manipulations autorisées sur la centrale. Nota : Il est rappelé que conformément à l'article MS 69, le personnel de l'établissement doit être initié au fonctionnement du système d'alarme.

Le niveau de prestation intègre la totalité des équipements depuis les centrales jusqu'aux éléments de pilotages, DAS.

La notion de vétusté ne s'appliquera qu'aux équipements et matériels qui seront complétés d'un certificat du constructeur confirmant l'impossibilité de remplacer l'équipement défectueux par une pièce pouvant garantir au minimum les mêmes dispositions. Une alternative technique sera proposée par le titulaire.

L'ensemble de ces prestations de maintenance corrective est intégré dans le forfait annuel « maintenance corrective forfaitisée » qu'il a chiffré dans son offre et qui inclut les pièces, main d'œuvre, et le déplacement.

Ces prestations pourront être réalisées simultanément aux interventions liées à la maintenance préventive.

6.2. Astreinte

Pour toutes les pannes qui seront constatées par le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de sa prestation de maintenance corrective forfaitisée (interventions et dépannages), le titulaire dispose en permanence, soit 24h/24 et 7j/7, d'un service :

- De réception des demandes d'intervention, accessible à tout moment, capable d'enregistrer et de qualifier les appels/messages reçus ainsi que de programmer les interventions dans les délais impartis.
- D'intervention pour sécuriser l'installation, le bâtiment qu'elle protège et les occupants qui y résident.

Un intervenant humain traite dans tous les cas les demandes.

A noter qu'aucune astreinte n'est nécessaire sur les sites suivants :

- Pour le lot 1 :
 - Centre de Santé Mentale de PARAY LE MONIAL
 - Bâtiment Administratif Site Griffon de CLUNY
- Pour le lot 3 :
 - Institut de Formation Soins Infirmiers IFSI de MACON
 - Internat Site les Chanaux de MACON
 - Hôtel Dieu Site Griffon de Cluny

6.3. Prestations non incluses

Les dépannages résultant soit d'une détérioration volontaire ou accidentelle (bris, accident, malveillance, influences ambiantes nuisibles, orages, etc. ...), soit d'un usage anormal ou d'une extension non réceptionnée par le titulaire ainsi que les pièces relatives aux asservissements (telles que portes coupe-feu, trappes de désenfumage, clapets coupe-feu, moteurs etc....), ainsi que les travaux de modification des installations, ne sont pas inclus dans les montants forfaitaires.

7. Dispositions spécifiques aux prestations de Maintenance hors forfait

7.1. Consistance des prestations de maintenance corrective hors forfait

En plus des opérations de maintenance préventive et corrective forfaitaires telles que décrites ci-dessus le titulaire peut procéder à toute autre opération supplémentaire de maintenance corrective telle que la remise en service d'une installation suite à un événement ne rentrant pas dans le cadre des maintenances décrites ci avant (dégâts liés à la foudre, inondation, vandalisme, obsolescence...). Le titulaire ne dispose toutefois pas d'une exclusivité sur ces prestations hors forfait.

Le titulaire étant tenu dans le cadre de ce marché, de veiller à l'adéquation du matériel installé par rapport au risque couvert par l'installation, il peut aussi par exemple, dans le cadre des interventions correctives hors forfait, pourvoir au remplacement du type de détecteur installé dans un local dont l'affectation aurait changé. Exemples :

- Un stockage de produits solvants aurait remplacé un local de stockage de papier.
- La migration des détecteurs dans le but de moderniser les installations.
- L'extension/Modification du Système de Sécurité Incendie.
- Remplacement de matériel obsolète ou plus commercialisé. Le titulaire précise la filière et le coût de recyclage des matériels éventuels spécifique (détecteurs ioniques éventuels par exemple).

Certaines prestations peuvent également être commandées au titre de la maintenance hors forfait lorsque le titulaire se déplace pour cette prestation spécifique sur demande du pouvoir adjudicateur, en dehors des interventions au titre des prestations forfaitaires :

- Modification de programmation.
- Mise à jour de l'UAE sur le site des Chanaux (Bâtiment principal) à raison de 2 interventions par an.

Enfin, le titulaire peut être amené au titre des prestations hors forfait à simplement livrer des pièces détachées, sans opération de pose par ses soins (la main d'œuvre étant alors assurée par le pouvoir adjudicateur).

7.2. Processus de commande pour la maintenance corrective hors forfait

Les prestations de maintenance hors forfait sont traitées par émissions de bon de commandes successifs lors de la survenance du besoin par application :

- Des prix unitaires sur lesquels le titulaire s'est engagé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
 - Les prix unitaires des interventions forfaitaires (programmation, mise à jour)
 - Les taux horaires d'intervention
- Du coût des pièces détachées nécessaires pour l'intervention (voir 7.3)
- Du coefficient sur pièce sur lequel le titulaire s'est engagé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les interventions de maintenance hors forfait s'exécutent après validation formelle préalable par le pouvoir adjudicateur d'un devis établi par le titulaire dans un délai maximum de 48h à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, et devant mentionner les éléments suivants :

- Le délai de réception de la pièce détachée ;
- Le délai d'intervention du titulaire à compter de la réception de la pièce ;
- Le taux horaire tel que fixé à l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- Le nombre d'heures de main d'œuvre sur site ;
- Le prix d'achat net fournisseur éventuel des pièces détachées nécessaires ;
- Le coefficient pour pièce dans la limite du coefficient maximum fixé à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

7.3. Refacturation des pièces détachées

Lorsque la prestation engendre (ou consiste en) la fourniture de pièces détachées, le titulaire communique la copie du devis ou de la facture du fournisseur pour justifier du prix net fournisseur sur lequel s'applique le coefficient sur pièces).

8. Obligations générales du titulaire

8.1. Qualification du titulaire

Le titulaire devra justifier de la qualification FFSA APSAD I7 F7 permettant un accès au système par toute personne chargée d'effectuer les maintenances techniques telles que prévues par le constructeur et en ce qui concerne le matériel, de procéder aux opérations de vérification et de mesure afin de s'assurer du bon fonctionnement et de remplacer les éléments dont l'interchangeabilité est prévue.

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites doit disposer d'une qualification professionnelle portant sur les équipements et le système faisant l'objet du marché.

Le titulaire dispose de tous les moyens techniques et matériels pour assurer le plein accomplissement du marché et dispose de la parfaite connaissance de la technique propre au constructeur du matériel dont elle assure la maintenance.

Pour les opérations de maintenances élémentaires le personnel intervenant devra être qualifié au niveau 3 minimum, conformément à la norme AFNOR NFS 61 933.

Les opérations de vérifications annuelles nécessiteront la présence d'agents qualifiés. Pour une bonne connaissance des sites et des installations, le titulaire devra confier les vérifications annuelles aux mêmes techniciens.

8.1.1. Formation des agents techniques

Une fois par an pour chaque établissement adhérent, le titulaire procède à une formation du personnel technique et des agents de sécurité qui comprend :

- Les principes de fonctionnement des installations
- La lecture et l'interprétation des informations affichées sur les centrales et reports
- La lecture et l'interprétation des informations affichées sur l'UAE
- Les manœuvres de mise à l'état de repos des installations après un événement

Cette formation a pour but l'enseignement des premiers gestes à effectuer par le personnel pouvant intervenir en cas d'alarme, et cela dans l'attente de l'arrivée des techniciens : levée de doute.

8.1.2. Garantie et qualification des intervenants

Sous la responsabilité du titulaire, les interventions sont effectuées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur au moment de la prestation, à savoir par du personnel qualifié intervenant au sens de la norme NFS-61-933 et de la règle APSAD I7/ F7 pour les obligations de résultat et de qualité.

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la visite des installations objet du présent marché.

Les interventions sont réalisées par du personnel dont le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur normal des services techniques ou de la Direction des établissements membres du groupement

Le titulaire est tenu de joindre à son offre tout justificatif de sa capacité à répondre au niveau 3 à cette maintenance avec mise à disposition de personnel qualifié au sens de la norme NFS 61-633.

8.2. Identification du personnel du titulaire

Avant toute intervention, le titulaire devra contacter les référents service des sites communiqués à l'issue de la notification.

Les personnels mandatés par le Titulaire sont seuls autorisés à assurer les prestations objet du contrat.

Dans les 15 jours qui suivent la notification, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur une liste indiquant les noms et titres qualitatifs du chef d'équipe ainsi que des techniciens qui interviendront sur les installations. Cette liste doit être tenue à jour et toute modification pouvant y être apportée doit être signalée au Responsable du Service de Sécurité Incendie.

Le personnel amené à intervenir sur les sites des établissements a l'obligation de porter de façon visible, un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale du titulaire et le nom ou le prénom de la personne (badge ou un vêtement professionnel indiquant clairement son appartenance au titulaire). Toute personne en infraction avec cette règle peut être reconduite hors du site. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'assure que son personnel intervenant sur un site du Centre Hospitalier (ou tout sous-traitant) connaît les consignes spécifiques de l'Etablissement.

8.3. Dispositions organisationnelles

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Celles-ci seront effectuées sans que le fonctionnement des différents services soit interrompu ; des dispositions particulières pourront être mises en place dans les secteurs sensibles.

Le Titulaire ne devra considérer aucune intervention de dépannage comme une visite périodique et par là même s'y substituer.

Avant toute intervention, le technicien du titulaire devra se présenter auprès du Responsable technique, Sécurité Incendie ou de son représentant. Les travaux ont lieu sous la direction du titulaire. Le personnel intervenant doit se conformer strictement aux prescriptions du pouvoir adjudicateur.

8.4. Matériel

Le Titulaire est tenu :

- D'utiliser son propre matériel (échelle ou escabeau compris)
- D'être en possession de l'outillage spécifique relatif à l'installation pour exécuter les prestations qui lui sont demandées incluant :
 - un aspirateur équipé d'un filtre HEPA (lien pour les références : <https://www.manutan.fr/fr/maf/aspirateur-t-15-1-hepa-karcher>)
 - Ainsi qu'un déprimomètre pour mesurer les différences de pression entre cage d'escalier et circulation.
- De disposer des habilitations électriques requises.

8.5. Devoir d'alerte et de conseil

Le titulaire a une obligation permanente d'information et de conseil auprès du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire a également une obligation d'alerte. Dans ce cadre, le Titulaire doit signaler par écrit aux responsables concernés des sites, sans délai, tout danger et défaut mettant en péril la sécurité des biens et des personnes, ainsi que tous les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant clairement les conséquences que pourraient entraîner le refus de prendre en compte la dépense afférente aux travaux nécessaires, dans le cas où ceux-ci seraient à sa charge.

Le Titulaire est tenu de communiquer au responsables sécurité ou technique de chaque site, tous les conseils utiles au bon fonctionnement des matériels, ainsi que ceux relatifs à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à fournir annuellement un bilan technico-économique complet des installations au Responsable du Service Sécurité ou technique de chaque site.

8.6. Respect de l'environnement

Le Titulaire doit participer au respect de l'environnement (récupération et recyclage en conformité avec la législation). En particulier, il doit évacuer lui-même toutes les pièces, les composants, les fluides et ingrédients qu'il a dû échanger ou remplacer lors de son intervention.

8.7. Obligation de discrétion et de confidentialité

Le Titulaire s'engage, tant pour lui-même personne morale, que pour chacun de ses collaborateurs, à considérer comme confidentielles, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents d'ordre technique ou économique, les résultats obtenus et les observations faites au cours des travaux exécutés au titre de ses prestations.

Le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la discrétion des travaux vis-à-vis des patients et limiter les bruits et gênes en découlant.

8.8. Protection des locaux

Le titulaire doit protéger les matériaux, les ouvrages exécutés et les équipements déjà installés dans les locaux dans lesquels il intervient.

En cas de détérioration des équipements installés et/ou des locaux du fait du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire réparer ces équipements et/ou ces locaux aux frais et risques du titulaire.

8.9. Propreté des locaux

Le titulaire doit assurer, conformément aux préconisations du pouvoir adjudicateur, le nettoyage des équipements et des locaux dans lesquels il intervient.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel autant de fois que nécessaire à une société spécialisée dans le nettoyage dès lors que le titulaire ne maintient pas les équipements et les locaux dans un état de propreté suffisant pendant et après l'exécution des prestations. Les dépenses d'entretien des équipements et des locaux sont, dans ce cas, facturées au titulaire défaillant.